

### > Rédaction <

#### Développement des compétences pour un monde du travail en mutation

Les États membres de l'UNESCO voient dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) un domaine prioritaire dans la gamme des activités de l'UNESCO. Tout montre que l'EFTP peut jouer un rôle important dans la promotion de la croissance économique et du développement socio-économique des nations, avec des effets potentiellement bénéfiques pour tous les segments de la société.

Le type d'enseignement et le développement des compétences en vue de l'employabilité dépendent



© UNESCO / V.Tibet

dans tout pays donné d'une série de facteurs tels que les caractéristiques économiques et sociales, et des objectifs de développement. Si l'économie concernée est de nature agricole plus qu'industrielle, cela aura bien entendu des répercussions sur les connaissances et les compétences dont les individus ont besoin pour pouvoir gagner leur vie dans le pays en question. Les systèmes d'EFTP doivent être aménagés (et réaménagés) pour tenir compte de ce fait.

Dans son livre *La troisième vague*, Alvin Toffler distingue dans le développement de l'humanité trois «vagues». La première a été celle de l'ère agricole, depuis 8000 avant J.C. à 1700 après J.C. Pendant cette longue période, l'agriculture a évolué, depuis la chasse et la cueillette jusqu'à la production «de subsistance» (où l'homme consommait ce qu'il avait produit) et à l'agriculture sédentaire. Celle-ci est devenue plus productive, avec de grandes exploita-

tions produisant des excédents destinés à la consommation de personnes exerçant d'autres activités.

L'enseignement et la formation équivalaient souvent à la transmission de savoirs d'une génération à l'autre. Au cours du dernier siècle, l'agriculture «moderne» s'est progressivement «industrialisée», et dans de nombreux pays la ferme familiale se trouve remplacée par de grandes exploitations industrielles. L'enseignement et l'EFTP agricoles se sont alors transformés pour répondre aux besoins nouveaux de l'agriculture «industrielle».

En outre, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont commencé à influencer sur l'agriculture dans les pays en développement et suggèrent de nouvelles orientations pour l'EFTP. C'est ainsi que la transmission aux producteurs d'informations sur les conditions météorologiques, les récoltes et le marché, ou bien la transmission aux pêcheurs d'informations sur la présence de bancs de poisson, ont amélioré leur productivité et réduit les taux d'échec et d'accident.

La deuxième vague de Toffler est l'ère industrielle, qu'il date de 1700 à 2000 après J.C. Une caractéristique essentielle est la séparation de la production des biens de leur consommation. L'ère industrielle a vu une spécialisation croissante de la main-d'œuvre et le développement d'institutions d'enseignement et d'EFTP pour former cette main-d'œuvre. Au cours des cinq dernières années, on a assisté au progrès et à la prolifération de l'EFTP continus tout au long de la vie, les travailleurs s'adaptant aux changements des postes de travail et à la nécessité de se recycler en vue de nouvelles activités et même de nouvelles professions.

De nombreux pays accèdent maintenant à la troisième vague de Toffler, l'ère de l'information, avec le renforcement de l'utilisation des TIC et une demande croissante de travailleurs du savoir. Selon Toffler, l'ère de l'information a sans doute commencé au milieu des années 50, lorsque les «cols blancs» et les travailleurs des services se sont mis à dépasser en nombre les «cols bleus».

La transition d'une «ère» à une autre diffère selon les pays et n'a jamais été abrupte ni intégrale. L'ère agricole ne s'est pas terminée, et elle ne se termi-

nera sans doute pas, et l'ère industrielle ne s'est pas terminée non plus. La nourriture demeure une nécessité humaine fondamentale, et il faut des agriculteurs pour la produire. De la même manière, il restera nécessaire d'avoir des personnes qui assurent la production, la maintenance, l'entretien et la réparation des biens industriels et des équipements ménagers – tout au moins pendant un certain temps.

Ces développements ont des répercussions sur les compétences requises pour l'employabilité et donc sur les caractéristiques des programmes d'EFTP. Eu égard au fait qu'il importe de veiller tant à la continuité qu'au changement dans le développement des compétences en vue de l'employabilité, les formules «classiques» d'EFTP vont continuer à jouer un rôle, mais sans doute avec un accent croissant sur l'apprentissage tout au long de la vie.

#### Plus information

Rupert Maclean, Directeur,  
courrier électronique:  
[r.maclean@unevoc.unesco.org](mailto:r.maclean@unevoc.unesco.org)

#### En commémoration



**N**ous adressons nos condoléances à la famille et aux collègues de M. Pekka Aro, de l'Organisation internationale du travail (OIT). M. Aro est décédé à Beijing le 6 avril 2003 après avoir contracté le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Nous avons beaucoup apprécié l'engagement avec lequel Pekka s'est consacré au renforcement de la collaboration entre l'OIT et l'UNESCO.

**Élaboration d'un manuel «Apprendre à faire» à l'intention des enseignants de l'EFTP**

Le Centre international UNESCO-UNEVOC élabore actuellement, dans le cadre d'un partenariat avec le Réseau de l'Asie et du Pacifique sur l'éducation à vocation internationale et l'éducation aux valeurs (APNIEVE) et la section de l'EFTP du Bureau l'UNESCO de Bangkok, un manuel à l'intention des enseignants de l'EFTP sur le thème:

*Apprendre à faire: valeurs pour apprendre et travailler ensemble dans un monde globalisé: une approche intégrée de l'enseignement et de la formation professionnels*

Le rapport Delors<sup>1</sup> se réfère à l'éducation tout au long de la vie, basée sur quatre piliers: apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble, apprendre à être.

Le manuel vise à répondre à certaines recommandations du Deuxième Congrès international sur l'ensei-

gnement technique et professionnel (Séoul, 1999). Il se concentrera notamment sur le thème «*Les nouvelles exigences du XXIe siècle: les enjeux pour l'EFTP*».

Il fournira aux enseignants de l'EFTP un certain nombre de modules sur les valeurs essentielles et utiles pour vivre et travailler ensemble dans un monde globalisé, y compris le processus visant à une approche intégrée de l'EFTP. Le manuel guidera les enseignants de l'EFTP vers une compréhension détaillée et approfondie du processus de formation des valeurs. Il leur donnera un sentiment

d'assurance et de maîtrise pour intégrer ce processus dans les programmes et les cours d'EFTP.

Nous tiendrons dans les mois à venir, en coordination avec nos partenaires, une série de réunions de consultation avec les responsables des Centres UNEVOC des régions de l'Asie du sud et du Pacifique.

**Plus information**

Albert Koopman, courrier électronique: a.koopman@unevoc.unesco.org

**Le pilier «Apprendre à faire»**

En plus de la formation pour apprendre à s'acquitter d'un emploi et acquérir donc des compétences professionnelles, il devrait d'une manière plus générale englober l'acquisition de savoir-faire permettant aux intéressés de maîtriser des situations diverses et souvent imprévisibles. Il devrait leur permettre aussi de travailler en équipe, élément qui bénéficie d'une attention insuffisante dans les méthodes actuelles d'enseignement. Dans de nombreux cas, il est plus facile pour les élèves et les étudiants d'acquérir ces compétences lorsqu'ils ont la possibilité de pratiquer et de développer leurs aptitudes en suivant des programmes d'expérience du travail alors qu'ils sont encore dans le système éducatif. C'est donc une importance accrue qu'il convient d'attacher à toutes les méthodes faisant alterner apprentissage et travail.

**Le réseau UNEVOC**

Le réseau UNEVOC offre aux Centres (associés) UNEVOC la possibilité d'un partage de connaissances et d'un échange d'expériences et d'informations sur les questions liées à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP).

Le Centre international UNESCO-UNEVOC collabore étroitement avec les Centres (associés) UNEVOC pour faire du réseau UNEVOC un cadre international de soutien et de coopération communs en matière d'EFTP. Il a pour objectif de renforcer les capacités de communication des Centres (associés) UNEVOC dans les environnements de communication moins privilégiés.

**Questionnaire**

En 2002, un questionnaire avait été transmis aux Centres (associés) UNEVOC, alors au nombre de 205. Nous étions désireux de recueillir leurs observations sur les «*perspectives futures du réseau UNEVOC*». Leurs réactions sont importantes pour préparer une stratégie pour les deux années à venir et pour utiliser au mieux le potentiel du réseau.

Nous avons reçu 67 réponses (58 en anglais et 9 en français). Le taux de réponse par région est le suivant: Afrique 25%, États arabes 16%, Asie et Pacifique 52%, Europe 44% et Amérique latine et Caraïbes 5%. Nous serions heureux de recevoir encore davantage de réponses de Centres (associés) UNEVOC.

**Constats initiaux**

Il existe un désir manifeste de renforcer les contacts entre les divers Centres au niveau tant régional qu'international. Des réunions régulières sont considérées comme essentielles pour la promotion et la réalisation d'activités en coopération au niveau régional. Une observation importante est l'intérêt constamment exprimé pour des rapports réguliers sur les activités menées par les Centres nationaux. La plupart des centres semblent tirer un bon profit des services du E-forum, qui bénéficient du soutien du Centre international UNESCO-UNEVOC. Les modes de participation au réseau UNEVOC n'en varient pas moins largement. Tandis que certains Centres sont en mesure d'organiser des ateliers et des activités au niveau régional, d'autres se considèrent comme de simples «consommateurs» des informations fournies.

Nous étudierons donc des possibilités d'organiser des réunions pour renforcer la capacité des intéressés à mener des activités liées au réseau UNEVOC. Un renforcement des efforts de la part de toutes les parties concernées peut contribuer à un meilleur partage des connaissances, des expériences et des informations sur les questions relatives à l'EFTP.

**Expansion du réseau UNEVOC**

Nous sommes d'avis que chaque État membre devrait avoir dans le réseau UNEVOC un représentant national qui intervient dans le domaine de l'EFTP. Nous invitons actuellement les Commissions nationales pour l'UNESCO des États membres qui ne se sont pas encore joints au réseau UNEVOC à procéder à la nomination d'une telle institution. Les États membres qui ne participent pas encore au réseau sont encouragés et conviés à prendre contact

**Centres UNEVOC par région**

Région	EM	EMP	P-1	UN-C	UN-A	UN-T	P-2	
Afrique	44	37	84	36	19	55	25	EM: Nombre d'États membres
États arabes	11	11	100	11	9	20	9	EMP: Nombre d'États membres participants
Asie et Pacifique	41	35	85	37	10	47	21	P-1: Pourcentage d'États membres participants
Europe	46	40	87	40	14	54	24	UN-C: Nombre de Centres UNEVOC
Amérique latine et Caraïbes	33	20	61	20	7	27	12	UN-A: Nombre de Centres UNEVOC associés
Afrique/États arabes *	9	7	78	7	7	14	6	UN-T: Nombre total de Centres (associés) UNEVOC
Asie et Pacifique/ Europe *	4	3	75	3	4	7	3	P-2: Pourcentage de Centres nationaux sur le nombre total de Centres
<b>Total</b>	<b>188</b>	<b>153</b>	<b>81</b>	<b>154</b>	<b>70</b>	<b>224</b>	<b>100</b>	

\* Y sont inclus les pays qu'il n'est pas facile de classer dans une seule région selon les décisions prises par la Conférence générale de l'UNESCO.

à ce sujet avec le Centre international UNESCO-UNEVOC.

Depuis juillet 2002, ce sont au total 14 pays qui se sont joints au réseau UNEVOC (Chili, Comores, République dominicaine, Estonie, Ghana, Palau, Saint-Kitts et Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela et l'ancienne République yougoslave de Macédoine). Le Canada et Malte ont nommé chacun un Centre associé.

Il y a maintenant 224 Centres (associés) UNEVOC dans 153 États membres.

### Nouveau répertoire

Un répertoire mis à jour sera transmis prochainement à chaque Centre (associés) UNEVOC. Nous prions les Centres de bien vouloir vérifier les renseignements qui les concernent et de nous informer au plus vite de toute modification des informations figurant au répertoire.

### Plus information

Albert Koopman, courrier électronique: [a.koopman@unevoc.unesco.org](mailto:a.koopman@unevoc.unesco.org)

**M. P.M. Leelaratne**, du Centre UNEVOC du Sri Lanka, s'est vu attribuer une bourse de visite pour prêter son concours au Centre pour l'analyse des questionnaires retournés. Il a également contribué à l'élaboration d'une stratégie pour l'avenir immédiat.

## Le Centre international UNESCO-UNEVOC accueille le Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences

Les 28 et 29 avril derniers, le Centre international UNESCO-UNEVOC a accueilli la neuvième réunion du Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences. Le Groupe de travail est le forum au sein duquel les agences de coopération en matière de développement se réunissent pour discuter des questions importantes dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels et du développement des compétences.

Le principal accent de la réunion a porté sur le thème des «*compétences pour la vie et pour le travail*». Elle a donné lieu à d'excellentes présentations d'initiatives internationales et nationales visant à développer ou à mesurer toute une série de compétences génériques. Curieusement, les motivations qui sont à la base de ces programmes varient largement. Certains portent explicitement sur



Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences

les questions d'emploi et de revenu et sur la nécessité de s'adapter à un environnement économique en rapide mutation. D'autres se consacrent aux aspects plus amples de la cohésion sociale et de l'intégration. Toutefois, eu égard à la portée plus large de ces programmes, il convient de noter que les agences des Nations unies ont accordé davantage d'intérêt à ces compétences que les agences bilatérales.

Une session a également été consacrée au réexa-

men du projet de rapport d'étude de la Banque mondiale sur le «*Développement des qualifications professionnelles en Afrique subsaharienne*», dont un projet antérieur avait fait l'objet de la réunion précédente du Groupe. Arvil van Adams (Banque mondiale) a présenté la version de février du projet de rapport, des réactions étant formulées par Simon McGrath (Human Sciences Research Council, Afrique du Sud), David Atchoarena (UNESCO Institut international de planification de l'éducation) et Jean-Marie Byll (Association pour le développement de l'éducation en Afrique).

Sur une note sombre, le Groupe de travail tient à adresser ses condoléances à la famille et aux collègues de Pekka Aro, OIT. Pekka devait participer à la réunion mais est décédé du SRAS à Beijing début avril.

Le rapport de la réunion sera disponible à [www.vetnet.ch/wg/activities.htm](http://www.vetnet.ch/wg/activities.htm)

### Plus information

Dr. Simon McGrath pour le secrétariat du WGICSD, Human Sciences Research Council, Afrique du Sud, courrier électronique: [SMcGrath@HSRC.ac.za](mailto:SMcGrath@HSRC.ac.za)



## Les compétences personnelles: de quoi s'agit-il et quel rôle jouent-elles?

Le Centre international UNESCO-UNEVOC a organisé le 30 avril, en conjonction avec la réunion du Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de développement des compétences, une session spéciale intitulée «*Compétences personnelles: une passerelle entre l'éducation et la formation?*». Il s'agissait de comptes rendus internes d'efforts menés sur le terrain dans le



Intervenants du terrain

domaine de la formation aux compétences personnelles, au «*savoir-être*».

La question soulevée dans le titre, c'est-à-dire si les compétences personnelles peuvent constituer une passerelle entre l'éducation et la formation, n'a pas

vraiment reçu de réponse. Il est toutefois apparu que la question pourrait être prématurée. Certains ont suggéré que les compétences personnelles représentent peut-être la passerelle entre l'éducation et le travail, d'autres intervenants ne se sont pas prononcés du tout sur la question – non pas nécessairement que la question soit sans intérêt, mais simplement parce qu'il importait de répondre d'abord à une autre question fondamentale: qu'entend-on par compétences personnelles?

Les présentations des intervenants du terrain ont mis en évidence que les points de vue sont fort différents quant aux compétences qu'il s'agit de considérer comme compétences personnelles. Parmi les compétences mentionnées par les représentants de la République unie de Tanzanie, de la Mongolie, du Yémen, du Sri Lanka et du Kazakhstan:

- >> connaissances et comportements requis pour prévenir la propagation du VIH/SIDA en République unie de Tanzanie;
- >> compétences en matière de santé, de gestion financière et de communication en Mongolie;
- >> compétences de décision, de réflexion critique, de gestion du stress et du temps au Yémen;

- >> compétences clés requises pour obtenir et conserver un emploi dans le secteur informel, y compris gestion des ressources, travail en équipe, compétences de communication et compétences informatiques au Sri Lanka; et
- >> compétences en mercatique au Kazakhstan.

Cette énumération n'est pas exhaustive, mais illustre l'ampleur de la gamme des compétences discutées. Les participants se sont accordés pour considérer que ce qui est considéré comme une compétence personnelle dans un contexte peut être une compétence de base dans un autre environnement, et une compétence technique dans un troisième contexte encore. Eu égard à l'importance accordée aux compétences personnelles dans les documents sur l'éducation pour tous (EPT), il semblait opportun de discuter ce thème. Il est toutefois apparu que les deux questions, ce que les compétences personnelles sont et quel rôle elles jouent, doivent être examinées de manière plus approfondie, et que les réponses à ces questions sont détenues, en partie tout au moins, par les acteurs sur le terrain.

### Plus information

Gerd-Hanne Fosen, la Commission nationale de l'UNESCO pour la Norvège, courrier électronique: [ghfosen@c2i.net](mailto:ghfosen@c2i.net)

**Atelier pour formateurs de l'EFTP dans la sous-région de la SADC**

**D**u 18 au 20 mars derniers, le Bureau de l'UNESCO à Dakar (BREDA) a organisé, en collaboration avec le Centre international UNESCO-UNEVOC et l'*Industrial & Vocational Training Board* (IVTB) de l'Île Maurice, un atelier sur le statut et les besoins de formation des formateurs de l'EFTP dans la sous-région de la Communauté de développement en Afrique australe (SADC).

Cet atelier avait pour principaux objectifs: a) d'examiner le statut et la situation de formation des formateurs du secteur de l'EFTP dans les différents pays, et b) de proposer un plan d'action formulant les différentes activités qui pourraient être organisées pour soutenir et renforcer le réseau UNEVOC dans la sous-région de la SADC en se concentrant sur la formation des formateurs.

En organisant cet atelier, l'UNESCO s'est associée aux efforts menés dans la sous-région de la SADC pour améliorer la qualité des formateurs de l'EFTP. L'atelier a représenté à tous les égards une possibilité pour l'UNESCO de faire preuve de visibilité dans les activités des États membres. Voyant à juste titre dans l'EFTP un élément intégral de l'initiative globale EPT, l'UNESCO est résolue à renforcer

l'EFTP dans son ensemble et à améliorer les possibilités de formation pour tous, notamment dans les pays en développement, au moment même où les États membres sont de plus en plus préoccupés par les moyens de relever les formidables défis auxquels les jeunes se trouvent aujourd'hui confrontés par les répercussions de la société de l'information, la nouvelle économie et la demande croissante d'aptitudes et de compétences techniques et professionnelles spécialisées.

L'atelier a été inauguré par M. Sangeet Fowdar, Ministre de la formation, du développement des compétences, de l'emploi et de la productivité de l'Île Maurice, en présence de M. Dr. Pius Y. Ng' Wandu, Ministre des sciences, de la technologie et de l'enseignement supérieur de Tanzanie et Président



Participants à l'atelier dans la sous-région de la SADC

de la MINEDAF VIII, de M. Armoogum Parsuramen, Directeur du BREDA/UNESCO, de M. Hans Kröner, Responsable de l'information et des réseaux au Centre international UNESCO-UNEVOC, de M. Dan Bundhoo, Président du Conseil de l'IVTB, et de M. Roland Dubois, Directeur de l'IVTB. Tous ont souligné l'importance des aptitudes et compétences techniques et professionnelles dans le développement socio-économique. Cette manifestation unique en son genre a rassemblé des représentants des Centres (associés) UNEVOC du Botswana, du Malawi, de l'Île Maurice, du Mozambique, de Namibie, des Seychelles et de Zambie.

Les participants se sont penchés avec toute l'attention requise sur les multiples problèmes auxquels se trouve confrontée la formation des formateurs de l'EFTP dans la sous-région et sur les interventions qui s'imposent au niveau tant national que sous-régional. Leurs débats ont abouti à un Plan d'action pour la formation des formateurs de l'EFTP dans la sous-région de la SADC, dont la mise en œuvre est prévue pour 2004/2005.

**Plus information**

Armoogum Parsuramen, Directeur, UNESCO/BREDA, courrier électronique: A.Parsuramen@unesco.org



**Compétences pour le développement rural: un défi croissant sur l'agenda de l'EFTP**

**D**e plus en plus, on reconnaît que l'enseignement et la formation doivent être mis au premier plan de l'agenda du développement rural afin de lutter contre l'indigence et la faim dans les zones rurales. Dans ce contexte, ce sont des répercussions critiques qu'a sur le développement des compétences la transformation des marchés ruraux du travail.

L'agriculture représentant traditionnellement le principal secteur de création d'emplois dans les zones



© UNESCO / D. Roger

rurales, il est fréquent d'assimiler et de considérer comme synonymes «monde rural» et «agriculture». Or, dans la plupart des pays, la formation à l'agriculture à titre d'objectif explicite se voit de plus en plus amenée à tenir compte de la nécessité de préparer à des emplois non agricoles de même que de stratégies visant à maîtriser un en-

vironnement en rapide mutation. De plus en plus, les décideurs constatent que le potentiel de création d'emplois dans le secteur agricole est limité et qu'il faudra à l'avenir trouver de nouvelles sources d'emploi rural.

La transformation des marchés ruraux du travail est largement due aux contraintes macro-économiques tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'étranger. Dans le contexte de la globalisation, le degré de vulnérabilité de l'agriculture et donc des marchés ruraux du travail face au changement économique international est plus élevé.

Les informations disponibles montrent que l'emploi et les revenus non agricoles sont importants dans les zones rurales. On estime qu'en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, environ 40 à 45% du revenu moyen des ménages ruraux proviennent d'activités non agricoles. Le taux est d'environ 30 à 40% en Asie du sud. Au Bangladesh, pays dont la population est rurale à 80%, la part relative du secteur rural non agricole dans le marché du travail est importante, et elle est en augmentation. Le pays connaît de même un accroissement correspondant des revenus ruraux non agricoles. Dans ce contexte, le développement des activités rurales non agricoles est considéré comme une stratégie importante pour réduire l'incidence de la pauvreté rurale.

Si la croissance de l'économie rurale non agricole

semble constituer une tendance globale, la nature des activités concernées varie d'un pays à l'autre. En Afrique subsaharienne et en Asie du sud, où la pauvreté rurale est répandue, les activités non agricoles demeurent étroitement liées à l'agriculture et n'ont guère de liens avec l'économie urbaine. En Amérique latine, où la population rurale représente un pourcentage moindre du total de la population, l'industrie légère progresse dans les zones rurales dans le cadre de l'interpénétration croissante des économies urbaine et rurale. Cette situation est même plus marquée encore en Asie orientale et du sud-est, où l'économie rurale non agricole combine divers types d'agriculture et des formes d'industrie plus avancées.

La formation spécifiquement agricole peut contribuer au maintien de la main-d'œuvre dans le secteur agricole et au renforcement de la productivité agricole. Mais on constate que l'enseignement et la formation font aussi partie des facteurs déterminants les plus importants du travail non agricole. L'élévation des niveaux éducatifs dans les zones rurales peut ouvrir l'accès à des salaires non agricoles plus élevés. Dans les pays de l'OCDE, l'amélioration des niveaux éducatifs moyens des agricultrices a contribué à l'augmentation du travail féminin non agricole.

Dans ce contexte, une préoccupation croissante est que les activités non agricoles sont d'accès difficile pour les pauvres des zones rurales, en partie du fait de leur faible niveau d'enseignement et de formation. Une autre dimension du problème est celle de la capacité de l'espace rural à retenir les personnes les mieux formées de la population ac-

tive. S'il est capital d'améliorer l'enseignement de base dans les zones rurales, il devrait englober aussi une formation plus ample pour le développement d'activités économiques non agricoles dans les zones rurales.

La rapide transformation des marchés ruraux du travail se traduit par l'impératif pour les systèmes d'enseignement et de formation de répondre aux besoins des ruraux exerçant une vaste gamme d'activités économiques, tant agricoles qu'industrielles ou relevant du tourisme et d'autres services. La transmission de compétences techniques n'est toutefois souvent pas en mesure de répondre aux be-

soins des marchés ruraux du travail. C'est là le défi clé lancé aux systèmes et politiques d'EFTP dans de nombreux pays en développement, ou bien dans les pays en transition où les pauvres et la population active sont en majorité ruraux.

Ces aspects, de même qu'une plus ample perspective des liens entre l'éducation et le développement rural, ont été récemment examinés dans une étude menée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP). Les résultats de l'étude, leur pertinence et leurs implications pour l'Asie, région la plus peu-

plée du monde tant en termes absolus que sur le plan rural, ont été discutés lors d'un séminaire régional de la FAO et de l'UNESCO/IIEP qui s'est tenu en novembre 2002 à Bangkok (Thaïlande). Le rapport du séminaire de Bangkok est disponible<sup>2</sup> et les résultats de l'étude internationale seront publiés vers le milieu de l'année 2003.

#### Plus information

David Atchoarena, IIEP, courrier électronique: [d.atchoarena@iiep.unesco.org](mailto:d.atchoarena@iiep.unesco.org)

## > Programme d'approche UNESCO-UNEVOC <

### Innovations dans l'enseignement de base en Inde

Le Centre international UNESCO-UNEVOC a organisé le 10 mars dernier un séminaire sur les innovations dans l'enseignement de base en Inde, qui a été présenté par M. Anil Bordia.

Lors de la période coloniale, les Britanniques avaient introduit en Inde un système éducatif visant à préparer le personnel à maintenir le *Raj*, l'empire britannique. Plusieurs initiatives furent prises pour mettre en place un système adapté aux traditions culturelles et aux besoins du peuple de l'Inde. Les plus connues furent l'éducation de base de Gandhi, les madrasahs islamiques et les gurukuls (demeures des gurus). Malgré l'association de meneurs éminents du mouvement de libération, ces initiatives demeurèrent marginales – le système éducatif mis en place par les Britanniques conserva son emprise.

Même une fois obtenue l'indépendance (1947), l'Inde conserva sans grand changement l'ancien système éducatif, qui tend à raffermir le système des classes et des castes. À de nombreuses reprises, on

s'est efforcé d'introduire des initiatives susceptibles de remplacer le système éducatif traditionnel.

M. Bordia a exposé les récentes innovations suivantes en Inde.

- >> Un programme visant à éradiquer le travail des enfants et à scolariser tous les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans en Andhra Pradesh (initié par la Fondation MV).
- >> *Lok Jumbish* (littéralement: le mouvement du peuple) Programme visant à rénover l'enseignement primaire au Rajasthan, priorité étant donnée à l'égalité des sexes. Les principales stratégies consistent à générer une demande d'enseignement, à établir une carte scolaire et à décentraliser les compétences de réponse à des besoins spécifiques.
- >> *Education Guarantee Scheme (Programme de garantie de l'éducation)* du Madhya Pradesh Un programme qui mise sur le gouvernement pour répondre aux besoins de la collectivité en fournissant un minimum de moyens essentiels pour l'enseignement primaire.



Anil Bordia sur les innovations dans l'enseignement de base en Inde

- >> *Doosra Dashak* (littéralement: la deuxième décennie) Il s'agit d'un programme visant à assurer l'enseignement et à renforcer l'autonomie du groupe des adolescents de 11 à 20 ans, et à en faire un instrument d'un développement social et économique plus ample.

#### Plus information

Anil Bordia a été Secrétaire à l'éducation de l'Inde de 1987 à 1992, courrier électronique: [bordia@datainfosys.net](mailto:bordia@datainfosys.net)

### Rapport de suivi sur l'éducation pour tous 2002

Le rapport de suivi sur l'éducation (EPT) pour tous 2002 constitue un produit du Forum mondial sur l'éducation organisé en 2000 à Dakar, au Sénégal. Il s'agit d'un rapport annuel élaboré par une équipe internationale indépendante basée à l'UNESCO, à Paris, en étroite collaboration avec l'Institut statistique de l'UNESCO. Le rapport a pour principal but de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des six objectifs de l'EPT et des Objectifs de développement du millénaire (ODM) pour l'éducation. Il met également en lumière les politiques et stratégies efficaces et attire l'attention de la communauté internationale sur les nouvelles difficultés qui se font jour en matière d'action et de coopération. Il définit un cadre de réforme ambitieux.



Le rapport de suivi sur l'éducation pour tous 2002 a présenté par Steve Packer

M. Steve Packer a tenu un séminaire sur ce rapport le 27 mai dernier. Il s'est concentré sur les engagements contractés à Dakar et leurs implications pour les politiques et les pratiques nationales et internationales. Il a examiné les progrès accomplis en matière d'EPT au cours de la dernière décennie, prêtant une attention particulière aux objectifs de l'EPT formulés en termes quantitatifs. M. Packer

a évoqué la difficile tâche de suivre les progrès relatifs aux objectifs pour lesquels clarté conceptuelle et indicateurs bien conçus font défaut, parmi lesquels les domaines des compétences personnelles et de l'apprentissage tout au long de la vie pour les adultes. Il a enfin abordé les aspects de la *responsabilisation* internationale et de la mesure dans laquelle le rapport sur l'EPT est appelé à jouer un rôle significatif dans ce processus.

#### Plus information

Le rapport peut être téléchargé à [http://www.unesco.org/education/efa/monitoring/monitoring\\_2002\\_fr.shtml](http://www.unesco.org/education/efa/monitoring/monitoring_2002_fr.shtml)

Steve Packer, Directeur adjoint, Équipe indépendante du rapport de suivi sur l'EPT, courrier électronique: [s.packer@unesco.org](mailto:s.packer@unesco.org)

## > Nouvelles du siège de L'UNESCO (Paris) <

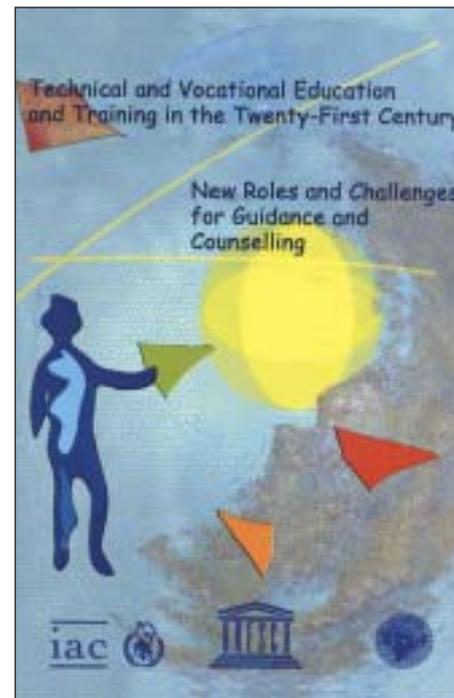


### Nouvelle publication de l'UNESCO sur services d'orientation et de conseil pour l'EFTP

reux pays, à des degrés divers. Il est particulièrement marqué dans les pays en développement où l'emploi dans le secteur public et privé diminue tandis que le potentiel d'emploi dans les domaines professionnels reste inexploité. Cette situation peut

être imputée aux attitudes traditionnelles tendant à faire bien plus de cas de l'enseignement général que de l'EFTP. Cependant, la réalité économique d'aujourd'hui est que les diplômés de l'EFTP ont de meilleures perspectives de trouver un emploi que leurs homologues qui ont suivi un enseignement secondaire général. En outre, l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans de nombreux domaines professionnels fait de l'EFTP une filière plus intéressante pour les jeunes.

Tels sont quelques-uns des aspects auxquels les programmes d'orientation et de conseil personnels et professionnels peuvent contribuer dans les pays en développement. Les programmes efficaces peuvent encourager davantage de jeunes à opter pour l'EFTP et à contribuer aussi à lui faire perdre son infériorité de statut. Les services d'orientation et de conseil peuvent aussi aider les pays en développement à faire le meilleur usage de leurs budgets de constitution de ressources humaines en canalisant les apprenants en fonction de leurs talents et de leurs aptitudes spécifiques. Il reste à espérer que cette nouvelle monographie constituera une ressource utile non seulement pour les apprenants et les praticiens des services d'orientation et de conseil, mais pour tous les acteurs de l'EFTP.



Si les services d'orientation et de conseil sont d'accès facile dans de nombreux pays développés, leurs avantages ne sont pas encore adéquatement mis à profit dans le monde en développement. Ils peuvent même dans certains pays être considérés comme un luxe que l'on va indéfiniment différer face aux services plus vitaux qui doivent être assurés dans le cadre de budgets en diminution», déclare John Daniel, Directeur général adjoint pour l'éducation, dans sa préface d'une nouvelle monographie<sup>3</sup> récemment publiée par la Section de l'enseignement technique et professionnel.

C'est précisément ce besoin de services d'orientation et de conseil dans les pays en développement que la monographie cherche à satisfaire. Elle veut aider à renforcer les services qui existent déjà et à lancer de tels services dans les pays qui ne les connaissent pas. Comme l'ajoute le Directeur général adjoint, les services d'orientation et de conseil peuvent contribuer à optimiser l'utilisation des ressources dans les pays en développement en guidant les apprenants en fonction de leurs talents et de leurs aptitudes.

Un déséquilibre entre l'enseignement et les besoins du monde du travail est manifeste dans de nomb-

#### Plus information

Mohan Perera, Section de l'EFTP, UNESCO Paris, courrier électronique: [m.perera@unesco.org](mailto:m.perera@unesco.org)

## > Sur le terrain <

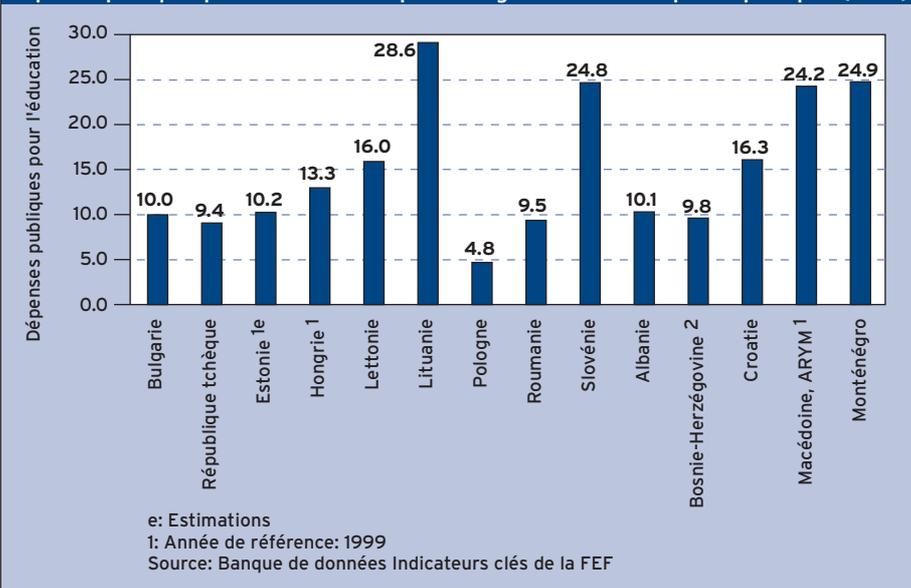
### Publication par la FEF des Indicateurs clés 2002

Depuis 1996, la Fondation européenne pour la formation (FEF) collecte et publie régulièrement des indicateurs clés portant sur une vaste gamme de domaines de première importance. Ce recueil représente maintenant un précieux outil d'analyse et de mesure qui se concentre sur l'accès et la participation à la formation et à l'enseignement professionnels (FEP), aux modalités de financement des programmes et aux développements sur le marché du travail.

L'édition 2002 des *Key Indicators*<sup>4</sup> analyse les données les plus récentes recueillies dans les pays d'Europe centrale et orientale par le réseau d'Observatoires nationaux de la FEF, complétées par des données d'Eurostat et de l'OCDE.

La nécessité d'une analyse approfondie allant au-delà de chiffres utiles mais généraux est bien démontrée par les pressions qui s'exercent sur les marchés du travail des futurs États membres, où les réformes économiques et sociales commencent à se faire sentir. La diversité croissante des dispositifs éducatifs en réponse à une demande de plus en plus

Dépenses publiques pour l'éducation en pourcentage du total des dépenses publiques (2000)



variée de compétences rend nécessaires des statistiques soigneusement élaborées sur mesure. C'est ainsi, par exemple, que les changements des taux de participation et des niveaux atteints en fin d'éducation et de formation peuvent indiquer que les jeunes de moins de 20 ans suivent en nombre croissant des filières générales ou professionnelles au niveau du deuxième cycle du secondaire (comme en République tchèque, où plus de 80% des jeunes sortant de l'enseignement de base s'engagent dans la FEP au niveau secondaire – l'un des taux les plus élevés d'Europe), mais sont impuissants à révéler les nuances au niveau de l'égalité d'accès ou du profit tiré.

C'est là qu'interviennent les *indicateurs clés* de la FEF. Ils montrent par exemple la large disparité qui existe entre les taux d'inscription des hommes et

des femmes en Estonie et en Roumanie. La publication tient compte de tous les aspects des mesures, par exemple la différence entre données relevées et données tirées d'enquêtes, les problèmes communs pour rendre compte des indicateurs financiers, la manière de recueillir les données sur les dépenses affectées à la politique de l'emploi.

L'allocation de ressources à la FEP dans les pays d'Europe centrale et orientale demeure un aspect essentiel, et la façon dont elle est mesurée peut jouer un rôle critique dans la prise de décisions: les dépenses éducatives sont souvent mesurées en pourcentage du PIB, ce qui donne dans les futurs États membres des chiffres allant de 7% en Estonie à moins de 4% en Roumanie. Mais en les mesurant en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques nationales, on peut révéler mieux le de-

gré d'engagement d'un gouvernement en faveur de l'éducation. En Lituanie et en Slovénie, les dépenses ainsi mesurées sont supérieures à 25% – plus du double de la moyenne de l'UE.

Il sera de plus en plus nécessaire, avec l'extension de l'UE, d'affiner encore les méthodes de mesure et d'évaluation des tendances de la FEP et du marché du travail.

#### Plus information

Francesca Ferrandino, FEF,  
courrier électronique:  
Francesca.Ferrandino@etf.eu.int

### Le projet Africa Drive Project (ADP)

Le projet Africa Drive Project (ADP) fournit à l'Afrique du Sud une exaltante possibilité de résoudre plusieurs de ses grands problèmes sociaux, économiques et éducatifs. Il transmettra en particulier aux enseignants du pays les compétences et les connaissances nécessaires pour dispenser un enseignement et une formation adéquats et modernes. Il recourra à des stratégies d'apprentissage novatrices basées sur une combinaison efficace et appropriée de formules et de technologies d'apprentissage.

Le système sud-africain d'enseignement et de formation se trouve actuellement confronté à une grave pénurie d'enseignants qualifiés du primaire et du secondaire, surtout dans les domaines stratégiquement importants des sciences physiques, de la biologie, des TIC, des mathématiques et de l'entrepreneuriat. En plus de l'expertise requise, la maîtrise de l'anglais est impérative pour enseigner et apprendre dans ces domaines. Pour la plupart des enseignants, c'est là une barrière supplémentaire à la transmission d'un enseignement de qualité.

Cette grave situation a amené le Président Thabo Mbeki à appeler à des efforts de développement

pour répondre aux besoins d'enseignement et de formation des enseignants et fournir aux enseignants des établissements primaires et secondaires en cours d'activité une formation visant à compléter et perfectionner leurs compétences.

L'Université du Nord-Ouest a, dans le cadre d'un partenariat public-privé avec SAP AG Corporate Research, les autorités éducatives de la Province du Nord-Ouest, la GTZ, Telkom et divers autres partenaires locaux et internationaux, lancé le projet «Africa Drive Project» (ADP) afin de pallier à cette crise de l'éducation en Afrique du Sud.

Le projet ADP va mettre au point, expérimenter et déployer, en privilégiant le e-learning, de nouvelles stratégies d'apprentissage mixtes centrées sur l'apprenant à l'intention des enseignants de la Province du Nord-Ouest. Cette stratégie se basera sur les développements et les expériences dans les domaines de l'enseignement et de la formation, et notamment sur les expériences faites par SAP AG en Allemagne avec le projet «L3» d'apprentissage électronique tout au long de la vie. L'objectif poursuivi est de mettre au point une solution qui à la fois soit adaptée à une société en développement et puisse y être appliquée.

Le projet ADP considère la technologie comme une solution exaltante aux défis majeurs auxquels l'Afrique est confrontée. En combinant les atouts et

“ Il importera de prêter une attention particulière à l'inéluctable constat que le pays connaît une pénurie critique d'enseignants de mathématiques, de sciences et de langues, de même qu'aux exigences des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) ”

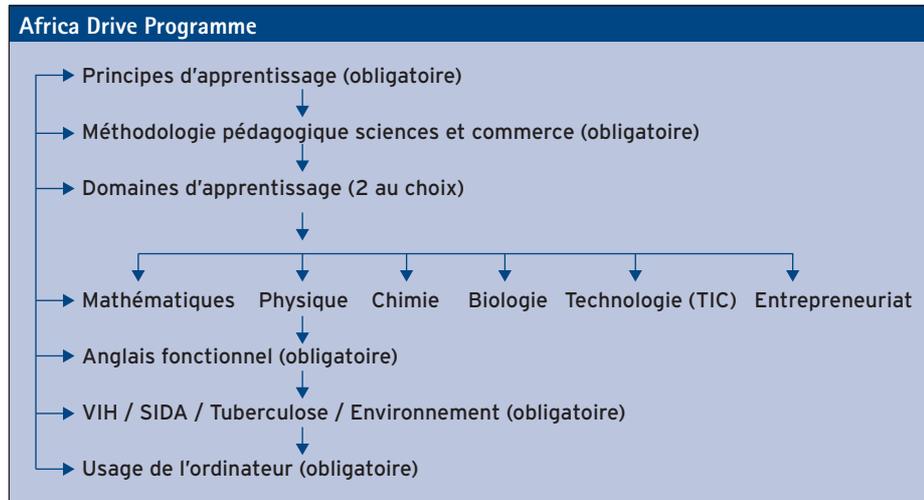
Président Thabo Mbeki, 2000

les ressources, l'ADP et l'université en sont actuellement à la phase finale de la mise au point d'un modèle visant à introduire des stratégies novatrices d'apprentissage. L'initiative s'adressera aux enseignants pour leur transmettre les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour dispenser un enseignement et une formation adéquats et de qualité dans les domaines clés évoqués, en faisant bénéficier des meilleures pratiques éducatives ceux qui jusqu'à présent n'y avaient pas accès.

Par notre engagement en faveur de l'enseignement et de la formation, nous témoignons que la culture commune de l'enseignement n'a pas changé depuis ses origines. Avec une aide locale et internationale, nous allons donner un nouveau visage à l'enseignement et mettre en place des modèles d'apprentissage personnalisés et sur mesure pour répondre aux besoins individuels de chaque apprenant. L'essentiel pour y parvenir, c'est de prendre le formateur comme point de départ et comme point de référence.

#### Plus information

Bettina Mussgnung, SAP AG,  
Corporate Research, courrier électronique:  
bettina.mussgnung@sap.com



**UNEVOC**CENTRE INTERNATIONAL  
pour l'enseignement  
et la formation techniques  
et professionnels

Le bulletin UNESCO-UNEVOC est publié plusieurs fois par an en anglais, arabe, espagnol et français:

- >> en version imprimée;
- >> en version numérique dans Adobe Acrobat (format PDF);
- >> sur le site web à [www.unevoc.unesco.org/bulletin](http://www.unevoc.unesco.org/bulletin).

Il peut être téléchargé, réimprimé et distribué gratuitement, sous forme intégrale ou partielle, sous réserve de mention de la source.

**Éditeur:** le Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (Centre International UNESCO-UNEVOC).**Rédacteur:** Sjoukje Schots**Traduction:** Max Guggenheim

Pour vous abonner à l'une des versions susvisées ou pour tout autre correspondance, prière de contacter

- >> pour les versions **anglaise, espagnole et française:**

UNESCO-UNEVOC International Centre  
Görresstr. 15, 53113 Bonn, Allemagne  
Tél.: [+49] (228) 243370, Fax.: [+49] (228) 2433777Courrier électronique: [bulletin@unevoc.unesco.org](mailto:bulletin@unevoc.unesco.org)

Si vous désirez vous abonner, veuillez spécifier la langue (anglais, français ou espagnol) et la version (imprimée ou PDF) désirées et indiquer votre nom et votre adresse postale complète (pour les versions imprimées) ou votre nom et votre adresse électronique (pour les versions numériques).

- >> pour la version imprimée en **arabe:**

UNESCO Beyruth Office  
Suliman Suliman  
B.P. 5244, Beirut, Liban  
Tél.: [+961] (1) 850015, Fax.: [+961] (1) 824854  
Courrier électronique: [s.suliman@unesco.org](mailto:s.suliman@unesco.org)

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

**Références mentionnées dans les articles**

1 *L'éducation: un trésor est caché dedans. Rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle*, par Jacques Delors et al. - UNESCO, 1999, 287 p. - ISBN 9232035154

2 En anglais uniquement: *Education for rural development in Asia: Experiences and policy lessons*. FAO/UNESCO Seminar, Bangkok, Thailand, 5-7 November 2002, 164 p. (à télécharger au format PDF à [http://www.unesco.org/iiep/PDF/FAO\\_UNESCO.pdf](http://www.unesco.org/iiep/PDF/FAO_UNESCO.pdf)) Informations en français: [http://www.fao.org/sd/2003/KN0507\\_fr.htm](http://www.fao.org/sd/2003/KN0507_fr.htm)

3 En anglais uniquement: *Technical and Vocational Education and Training in the Twenty-First Century - New Roles and Challenges for Guidance and Counselling*. UNESCO, 2002, 147 p., ED-2003/WS/4

4 En anglais uniquement: *Key Indicators 2002 in Central and Eastern Europe* / ETF, Turin, 2002, ISBN: 9291572896

**> À l'intérieur du Centre international UNESCO-UNEVOC <****Les visiteurs du Centre****Mars 2003****Anil Bordia**, Inde.**Professeur John Webb**, Chaire de chimie, Murdoch University, Australie.**Avril 2003****Monika K. Aring**, Directrice, Center on Education and Training for Employment, Ohio State University, USA.**Suk-Min Chang**, Chargé de recherches, KRIVET, Corée.**Hans-Joachim Daerr**, Directeur général des questions mondiales, des Nations unies, des droits de l'homme et de l'aide humanitaire, Allemagne.**Leopold Reif, Hoffmann & Reif Consultancy** avec **Sebastian Hoffmann**, consultant indépendant en eLearning/TI, Ministère allemand des Affaires étrangères, Allemagne.**Klaudia Martini**, Directrice de la communication, Adam Opel AG, Allemagne.**Dr. Liu Jinghui**, Ambassade de Chine, Allemagne.**Heike Drotbohn**, chercheuse, Allemagne.**P.M. Leelaratne**, Additional Secretary, Politique et planification de la FEP, Ministère de l'enseignement et de la formation supérieurs, Sri Lanka.**Klaus Sodeman**, conseiller senior en enseignement et formation techniques et professionnels, Agence allemande de coopération technique (GTZ), Allemagne.**Notes personnelles**

Depuis avril 2003, trois stagiaires venus d'Allemagne, de Singapour et de Turquie sont venus se joindre au Centre.

**Mai 2003**Une délégation d'Inde sous la conduite de N.M.D. **Farook**, Ministre de l'enseignement supérieur, Hyderabad.**Steve Packer**, Directeur adjoint, Équipe indépendante du rapport de suivi sur l'EPT, Siège de l'UNESCO, France.**Juin 2003**Visite d'un groupe d'enseignants scandinaves sous la conduite de **Jan Ulrich Claus**, docteur en sciences politiques, Institut Gustav-Stresemann.**Klaus Sodeman**, conseiller senior en enseignement et formation techniques et professionnels, Agence allemande de coopération technique (GTZ) et **Andreas Baaden**, Commission nationale pour l'UNESCO, Allemagne.Visite d'un groupe d'étudiants de pays africains, arabes, asiatiques et latino-américains sous la conduite de **Susanne Berlich de Arroyo**, Programme d'accompagnement pour étudiants étrangers des établissements supérieurs de Basse-Saxe (STUBE).**Kamalesh Sharma**, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le Timor oriental.**> Calendrier des manifestations <**
**Conférence  
2003 de l'AIOSP  
en Suisse:  
Développement de la qualité  
dans l'orientation et la  
formation professionnelles**
**Plus information**Liste de Calendrier des manifestations à [www.unevoc.unesco.org/events](http://www.unevoc.unesco.org/events)

universitaire ASOU/AGAB, Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle AIOSP/IAEVG Comité scientifique

**Informations:** Secrétariat de la conférence: Spectrum-Events AG, fax: [+41] 12513149, courrier électronique: [berne-2003@spectrum-ch.com](mailto:berne-2003@spectrum-ch.com), site web: <http://www.aiosp-berne.ch>**Date:** 03-06 septembre 2003; Berne; Suisse;  
langues: allemand, anglais, français**Organisateur:** Association suisse pour l'orientation scolaire et professionnelle ASOSP/SVB, Association suisse pour l'orientation